ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 28 octobre 2020 — N° 137
Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Saint-Hyacinthe sur le sujet suivant : *Premier site transactionnel pour la MRC des Maskoutains : la Boutique Maskoutaine.*

- Le député de Viau sur le sujet suivant : *Hommage à une jeune entrepreneure impliquée des Laurentides.*

- La députée de Pointe-aux-Trembles sur le sujet suivant : *Le centre des Femmes de Montréal-Est–Pointe-aux-Trembles fête son 25e anniversaire.*

- Le député de D'Arcy-McGee sur le sujet suivant : *Souligner la nomination du plus jeune élu scolaire du Québec.*

- La députée de Saint-François sur le sujet suivant : *Hommage au coopérateur M. Serge Riendeau.*

- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *Bravo à PRISME pour leur pesticide : des mouches roses au service des maraichers.*

- La députée de Lotbinière-Frontenac sur le sujet suivant : *Félicitations à M. Yanni Gourde, joueur de hockey pour le Lightning de Tampa Bay.*

- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Le 80e anniversaire du journal «L'Avant-Poste».*

- La députée de Bellechasse sur le sujet suivant : *Hommage à M. Raymond Simard, un homme de cœur.*

- Le député de Mégantic sur le sujet suivant : *Hommage posthume au maire de Scotstown, M. Iain MacAulay.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS
- **a) documents**
- **b) rapports de commissions**
- **c) pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

1) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**

2) Projet de loi n° 49
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le **13 novembre 2019**

3) Projet de loi n° 59
Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail
Présenté par le *ministre* du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **27 octobre 2020**

4) Projet de loi n° 60
Loi modifiant la Loi sur la fonction publique et d'autres dispositions
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **12 juin 2020**

5) Projet de loi n° 61
Loi visant la relance de l'économie du Québec et l'atténuation des conséquences de l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 3 juin 2020
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 11 juin 2020
Reprise du débat ajourné au nom du député de La Pinière le **12 juin 2020**

6) Projet de loi n° 65
Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 24 septembre 2020
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le **27 octobre 2020**

7) Projet de loi n° 66
Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le **23 septembre 2020**

8) Projet de loi n° 67
Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le **30 septembre 2020**

9) Projet de loi n° 68
Loi visant principalement à permettre l'établissement de régimes de retraite à prestations cibles
Présenté par le ministre des finances le **7 octobre 2020**

10) Projet de loi n° 70
Loi visant à protéger les personnes contre les thérapies de conversion dispensées pour changer leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leur expression de genre
Présenté par le ministre de la Justice le **22 octobre 2020**

11) Projet de loi n° 71
Loi sur les véhicules hors route
Présenté par le ministre des Transports le **22 octobre 2020**

12) Projet de loi n° 72
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement des organismes du domaine de la sécurité publique
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **21 octobre 2020**

Étude détaillée en commission

13) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

14) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

15) Projet de loi n° 46
Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 14 novembre 2019
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 24 septembre 2020
Principe adopté le **30 septembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

16) Projet de loi n° 64
Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 12 juin 2020
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 30 septembre 2020
Principe adopé le **20 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

17) Projet de loi n° 52
Loi visant à renforcer le régime d'examen des plaintes du réseau de la santé et des services sociaux notamment pour les usagers qui reçoivent des services des établissements privés
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le 3 décembre 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 10 mars 2020
Principe adopté le 17 septembre 2020
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux déposé le **27 octobre 2020** (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

Adoption

18) Projet de loi n° 56
Loi visant à reconnaître et à soutenir les personnes proches aidantes et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le 11 juin 2020, et
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 1er octobre 2020
Principe adopté le 6 octobre 2020
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens adopté le **27 octobre 2020**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

19) Projet de loi n° 190
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**

20) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**

21) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**

22) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**

23) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**

24) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**

25) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**

26) Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**

27) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**

28) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**

29) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**

30) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**

31) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**

32) Projet de loi n° 396
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**

33) Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**

34) Projet de loi n° 398
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**

35) Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**

36) Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le
26 septembre 2019

37) Projet de loi n°492
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **3 juin 2020**

38) Projet de loi n° 493
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**

39) Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**

40) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**

41) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes aînées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**

42) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**

43) Projet de loi n° 591
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**

44) Projet de loi n° 594
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**

45) Projet de loi n° 595
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**

46) Projet de loi n° 596
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**

47) Projet de loi n° 597
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**

48) Projet de loi n° 598
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**

49) Projet de loi n°599
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**

50) Projet de loi n°690
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser qu'elle s'applique aux entreprises privées qui exercent leurs activités dans un champ de compétence fédérale
Présenté par le député de Jean-Lesage le **24 septembre 2020**

51) Projet de loi n°691
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**

52) Projet de loi n°692
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**

53) Projet de loi n°693
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

54) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Saint-Tite
Présenté par le député de Maskinongé le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

55) Projet de loi n° 210
Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans l'aire de protection de la maison Roussil à Terrebonne et en partie dans l'aire de protection de la maison Bélisle à Terrebonne
Présenté par le député de Masson le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

56) Projet de loi n° 216
Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau
Présenté par le député de René-Lévesque le **21 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

57) 20 octobre 2020
Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

> QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve L'entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Serbie.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 30 octobre 2020.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

58) 28 octobre 2020
Motion de la députée de Marie-Victorin

> QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement du Québec de mettre rapidement en oeuvre un plan interministériel de lutte contre les polarisations sociales et la radicalisation pouvant mener à la violence, coordonné par le ministère du Conseil exécutif.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 51

Loi visant principalement à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation famille-travail

Adopté le **27 octobre 2020**

Projet de loi n° 53

Loi sur les agents d'évaluation du crédit

Adopté le **22 octobre 2020**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2018-2019 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Curateur public sur le chapitre 6 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Protection des personnes inaptes sous régime public ».
- Audition du ministère des Transports du Québec sur le chapitre 2 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Activités du Centre de gestion de l'équipement roulant ».
- Audition sur le rapport spécial du Protecteur du citoyen intitulé « Donner accès au régime québécois d'assurance maladie aux enfants nés au Québec de parents au statut migratoire précaire ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Examen du Plan stratégique 2020-2024 d'Hydro-Québec (mandat confié le 5 décembre 2019).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 67**, Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions (mandat confié le 20 octobre 2020).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Saint-Tite (mandat confié le 4 décembre 2019).
- **Projet de loi n° 216**, Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau (mandat confié le 21 octobre 2020).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 210**, Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans l'aire de protection de la maison Roussil à Terrebonne et en partie dans l'aire de protection de la maison Bélisle à Terrebonne (mandat confié le 4 décembre 2019).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat d'initiative

- Avenir des médias d'information.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 66**, Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure (mandat confié le 6 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 68**, Loi visant principalement à permettre l'établissement de régimes de retraite à prestations cibles (mandat confié le 21 octobre 2020).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).

Mandat réglementaire

- Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 8 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 64**, Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (mandat confié le 20 octobre 2020).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 70**, Loi visant à protéger les personnes contre les thérapies de conversion dispensées pour changer leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leur expression de genre (mandat confié le 27 octobre 2020).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat réglementaire

Interpellation :

- du député de D'Arcy-McGee au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux sur le sujet suivant : *La nécessité d'une couverture publique des soins de santé mentale au Québec (avis donné le 22 octobre 2020).*

Mandat d'initiative

- L'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 46**, Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions (mandat confié le 30 septembre 2020).

COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Établir un portrait de l'exploitation sexuelle des mineurs au Québec, y compris les conséquences sur le passage à la vie adulte (mandat confié le 14 juin 2019).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Les questions déjà inscrites paraissent au Feuilleton du mercredi

165) M. Lebel (Rimouski) – **15 septembre 2020**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

À l'occasion de l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Volet Emploi et Solidarité Sociale), le député de Rimouski, Harold LeBel, a eu l'occasion d'interpeller le ministre Jean Boulet sur le dossier communément appelé le « Droit à l'amour » ou la possibilité pour une personne assistée sociale vivant en couple ou en colocation de recevoir ses aides financières.

Le ministre Boulet a indiqué durant cette commission que le dossier du Droit à l'amour faisait partie des enjeux traités par le *Comité consultatif de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale*, que le principe d'« une personne, un chèque » était d'ailleurs considéré par ce dernier et que des annonces à ce sujet viendraient prochainement.

Concernant ce dossier, mes questions au ministre Boulet sont les suivantes :

- Le ministre peut-il nous fournir un bilan de l'avancement des travaux du *Comité consultatif de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale* concernant le Droit à l'amour et le cas échéant ses conclusions et recommandations concernant ce dossier?
- Le ministre compte-t-il mettre en place le principe d'« une personne, un chèque » dans l'attribution de l'aide sociale sans la prise en compte du nombre de personnes dans le foyer du prestataire?
- Le ministre peut-il nous reconfirmer qu'il effectuera des annonces concernant le Droit à l'amour et peut-il nous indiquer si ces annonces se feront avant la fin de l'année 2020?

166) M Zanetti (Jean Lesage) – **17 septembre 2020**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 18 août 2020, le gouvernement a annoncé un investissement de 106 M$ à la Santé publique.

Pour embaucher 1000 nouvelles ressources à temps plein à la Direction de la santé publique afin d'augmenter la capacité de retraçage en prévision de la deuxième vague. Le travail de ces gens sera de réagir aux éclosions et de procéder aux enquêtes de contacts de personnes infectées.

Mes questions pour le ministre sont les suivantes:

Pour chacun des CISSS-CIUSSS :

- Combien de personnes étaient affectées à cette tâche en date du 1 mars 2020?
- Combien de personnes étaient affectées à cette tâche en date du 17 août 2020, avant l'annonce du 18 août 2020?
- Entre le 18 août et le 15 septembre, combien de personnes ont été engagées et entrées en poste?

167) Mme Ghazal (Mercier) – **17 septembre 2020**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Pendant la pandémie, Mme McCann suggérait de se rabattre sur les GMF et CLSC pour éviter d'engorger les urgences. Cette suggestion bien qu'elle ait désengorgé les urgences ne prend pas en compte la saturation de cette première ligne et le fait que bien des Montréalais ne sont pas suivis par un médecin de famille (32,41% des résidents du CIUSSS Centre-Sud de Montréal en date du 31 mars 2019).

En décembre 2018, je posais une question à la ministre de la santé précédente concernant l'accès aux soins de proximité via notre réseau de CLSC. À cette époque, le CLSC St-Louis du Parc et les patients qui y étaient suivis perdaient un médecin de famille qui y travaillait depuis 40 ans. Plus tard en juin 2019, le GMF La Cité fermait ses portes parce que cinq des dix médecins qui y pratiquaient partaient à la retraite ce qui a fragilisé l'accessibilité à un médecin de famille dans ma circonscription.

Malgré la proximité des soins spécialisés au CHUM et au CUSM, nos résidents peinent à accéder à des médecins de famille et à ces services de première ligne. Une citoyenne de 73 ans a eu le temps de développer un cancer et de s'en remettre depuis qu'elle est sur la liste du GAMF. Un autre a 80 ans et sa santé se détériore parce qu'il n'a pas un médecin attitré qui peut faire un véritable suivi. Lorsqu'ils appellent dans les GMF et CLSC comme le conseillait la ministre McCann, on leur répond que les nouveaux patients sont admis à partir de la liste du GAMF et que malheureusement ils ne peuvent être suivis que par le sans rendez-vous.

Selon les plans régionaux d'effectifs médicaux (PREM) en médecine de famille, le RLS des Faubourgs – Plateau-Mont-Royal – Saint-Louis-du-Parc avait seulement une place disponible pour 2020. Difficile de croire qu'un seul médecin supplémentaire arrivera à répondre à la demande. Le CIUSSS Centre-Sud de Montréal rappelle aussi dans son rapport annuel 2018-2019 que pour le territoire Jeanne-Mance les médecins pratiquent auprès d'une clientèle vulnérable du centre-ville, ce qui limite le nombre de patients inscrits auprès de chacun d'entre eux.

Dans le contexte de pandémie, on devrait favoriser l'accès aux médecins de famille et non pas l'inverse. Pour les personnes vulnérables et vieillissantes, l'accès devrait être immédiat ou beaucoup plus rapide que ce qu'on observe sur le terrain.

Mes questions pour le ministre de la Santé sont les suivantes :

- Pendant la pandémie, est-ce que le PREM peut être modulé pour mieux répondre à l'accessibilité à un médecin de famille dans les régions plus chaudes comme celle du territoire du CIUSSS Centre-Sud?
- Plus largement, est-ce que le PREM peut être modifié pour donner plus de poids à la complexité montréalaise lors de l'allocation des ressources et ainsi combattre la pénurie de médecins de famille à Montréal?

170) Mme Labrie (Sherbrooke) – **29 septembre 2020**
au ministre de l'Éducation

L'adoption du projet de loi 40, Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaire, a eu comme conséquence de retirer l'appellation « à la vie spirituelle » de la Loi sur l'instruction publique. Devant les inquiétudes des animateurs à la vie spirituelle et à l'engagement communautaire (AVSEC) qui œuvrent dans le réseau, le ministre de l'Éducation a assuré en janvier 2020 que la profession n'était pas en péril et qu'elle serait « redéfinie en des postes d'animateurs en développement personnel et à l'engagement communautaire via une modification au Régime pédagogique », comme on peut le lire dans un article du Journal de Québec datant du 14 janvier 2020.

Depuis, les AVSEC sont sans nouvelles du ministre. Nous demandons au ministre de nous dire quel est son échéancier pour ce changement au Régime pédagogique, quelles sont les prochaines étapes à compléter vers la modification de la profession, et à quel moment il envisage que le changement sera effectif.

171) Mme Labrie (Sherbrooke) – **29 septembre 2020**
Au ministre de l'Éducation

Depuis la rentrée scolaire 2020-2021, il y a un engouement sans précédent pour l'éducation à domicile. La hausse importante du nombre d'inscriptions fait nécessairement apparaître de nombreux enjeux, tels que l'accès aux ressources pour les familles, ainsi que la capacité du ministère de soutenir les familles et de faire le suivi de leurs projets éducatifs. Une Table de concertation nationale en matière d'enseignement à la maison existe déjà au sein du ministère de l'Éducation, et son rôle consiste justement à conseiller le ministre de l'Éducation sur le sujet. Pourtant, cette table n'a pas été convoquée depuis sa suspension en 2018.

Ma question est la suivante :

Quand le ministre de l'Éducation a-t-il l'intention de réunir à nouveau cette table de concertation afin de se pencher sur les nouvelles réalités de l'enseignement à la maison ?

172) M. Fortin (Pontiac) – **30 septembre 2020**
Au ministre des Finances

Le 21 août 2020, la Société des loteries du Québec (Loto-Québec) a procédé à l'annonce du déménagement du Salon de jeux de Québec du quartier de Vanier vers celui de Beauport. Nous avons constaté que des coûts de 10M$ seraient engendrés par le déménagement malgré le fait qu'il n'y ait pas eu d'appel d'offres pour le choix du nouveau local à Beauport.

Cette décision se base sur une étude commandée à la société KPMG qui a fait une analyse afin d'épauler Loto-Québec dans le choix d'un nouvel emplacement. Dans cette étude, on mentionne « qu'une analyse réglementaire réalisée par Loto-Québec a permis d'identifier en premier lieu certains sites potentiels. »

Toutefois, l'engagement électoral de la CAQ était de déménager l'établissement dans une « zone touristique » et non dans un quartier résidentiel comme celui de Beauport.

Le ministre peut-il nous expliquer pourquoi il est allé à l'encontre de l'engagement électoral de sa formation politique en déménageant le Salon de jeux de Québec dans un quartier résidentiel?

De même, le ministre peut-il déposer l'ensemble des documents ayant mené à cette décision, notamment l'analyse réglementaire réalisée par Loto-Québec qui a permis d'identifier certains sites potentiels?

173) M. Gaudreault (Jonquière) – **8 octobre 2020**
Au ministre des Finances

Nous avons reçu le témoignage d'un citoyen mentionnant certaines particularités en lien avec des fonds négociés en bourse, des fonds mutuels et un fonds de pension à cotisations déterminées, particularités qu'il juge être des anomalies. Selon lui, certaines distributions de revenus (remboursements de capital, gains en capital et dividendes) ne seraient pas effectuées. Nous pouvons fournir tous les documents appuyant ces prétentions.

L'enjeu que nous voulons soumettre au ministre des Finances est celui de la transparence des maisons de courtage à escompte et des institutions financières. La réglementation actuelle permet à ces institutions d'afficher seulement

certaines informations sur les relevés détaillés transmis aux investisseurs et aux retraités, ce qui rend plus difficile le suivi des différents mouvements de capitaux dans leurs comptes. Ainsi, des maisons de courtage à escompte et des institutions financières semblent pouvoir éviter d'afficher certains montants qui, souvent, seraient pertinents à connaître pour les investisseurs et les retraités. Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle touche possiblement une grande quantité de personnes qui ne suivent pas de manière assidue l'évolution de leurs investissements ou de leur fonds de pension. Il n'est, par exemple, pas possible de connaître les détails quant à la distribution de revenus, qu'on parle de remboursements de capital, de gains en capital, de revenus d'intérêts de source canadienne ou de dividendes.

Compte tenu de cette situation, nos questions au ministre des Finances sont les suivantes :

Est-ce que le ministre des Finances s'engage à faire la lumière sur ces éléments en lien avec les fonds négociés en bourse, les fonds mutuels et les fonds de pension à cotisations déterminées?

Est-ce que le ministre des Finances s'engage à modifier la réglementation en vigueur pour améliorer la transparence des relevés émis par les maisons de courtage à escompte et les institutions financières, en les obligeant à afficher l'ensemble des mouvements de capitaux sur les relevés détaillés des investisseurs et des retraités?

174) M. Arcand (Mont-Royal–Outremont) – **21 octobre 2020**
Au ministre des Transports
Depuis la mise sur pause au printemps dernier, plusieurs sociétés de transport collectif ont connu de majeures baisses d'achalandage. Par exemple, le Réseau de transport de la Capitale (RTC), la Société de transport de Lévis (STLévis), la Société de transport de Montréal (STM) et bien d'autres constatent des taux d'achalandage deux fois moins élevés comparativement à l'automne dernier. Pour l'instant, l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) anticipe un achalandage inférieur à la normale minimalement jusqu'en 2021. Avec les décisions gouvernementales à venir, la deuxième vague et les potentielles complications, cette tendance semble vouloir perdurer.

La pandémie a forcé les citoyens à revoir leurs habitudes. Plusieurs se questionnent et craignent des risques de contamination, préférant opter pour l'auto en solo. Selon un sondage, 75 % des utilisateurs du transport collectif au

Québec envisageaient de retourner dans les autobus une fois la crise passée, tandis que 25 % ont indiqué qu'ils ne l'utiliseraient plus. Selon des experts, après une crise de confiance envers le transport en commun, par exemple comme les attentats de Madrid et Bruxelles, il faut environ un an pour revenir à un achalandage comparable.

Cette chute généralisée a provoqué des pertes financières, amplifiées par le maintien d'un niveau de service comparable. Seulement pour la grande région de Montréal, on parle d'un manque à gagner de près de 870 millions de dollars, sur trois ans. Par exemple, depuis le début de la pandémie c'est environ 75 M$ que la STM perd chaque mois. Pour le futur, l'ARTM demande à la STM de revoir ses dépenses, de diminuer ses services en plus de revoir son projet d'acquisition de 300 véhicules alors que l'achalandage a baissé de 60 % et que selon les experts, les activités ne reprendront pas avant quelques années.

Les questions sont les suivantes :

1- Alors que le ministre a annoncé de l'aide pour compenser les pertes d'opération, est-ce qu'il invite la STM à revoir son projet d'acquisition d'autobus, afin que la cadence de livraison et l'augmentation du parc soient mieux synchronisées avec la reprise des activités ?

2- La STM souhaite embaucher 200 chauffeurs, ce qui ne fera qu'augmenter ses pertes d'opération dans le futur. Est-ce que le ministre s'engage à compenser la société pour le manque à gagner à venir de ces nouveaux services ?

3- Devant l'effondrement du transport collectif partout au Québec et l'utilisation grandissante de l'automobile, quelle est la stratégie du ministre par rapport au transport en commun ?

175) Mme Ghazal (Mercier) – **22 octobre 2020**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

L'organisme RightOn Canada et l'Association canadienne des médecins de l'environnement ont interpellé le premier ministre en lui envoyant une lettre en date du 21 septembre 2020, pour une deuxième fois depuis un an, afin de lui faire part de leurs préoccupations sur les agissements de l'Association internationale du chrysotile (AIC), un lobby de l'amiante enregistré au Québec

comme organisme à but non lucratif. Je partage les préoccupations de ces experts et scientifiques et je veux vous en faire part.

Tout d'abord, aucun membre du conseil d'administration de l'AIC ne réside au Québec, ce qui est contraire à la Loi sur les compagnies. De plus, alors qu'il est aujourd'hui scientifiquement démontré que l'amiante est un produit cancérigène et qu'il a été banni dans une cinquantaine de pays, l'AIC en fait la promotion partout dans le monde comme étant un produit sécuritaire et qui peut être utilisé sous forme de ciment dans la construction de bâtiments, dont des écoles.

Rappelons aussi que la commission d'enquête du BAPE sur l'état des lieux et la gestion de l'amiante et des résidus miniers amiantés remis au gouvernement en juillet dernier, demande au gouvernement de prendre différentes mesures pour protéger la santé et la sécurité de la population contre les effets néfastes de l'amiante. De la même façon que nous voulons protéger notre population et les travailleurs du Québec, nous avons aussi l'obligation morale de protéger les populations dans les pays en voie de développement. Or, le fait que l'AIC, dont les membres ont des pratiques qui mettent en danger la santé et sécurité des populations les plus vulnérables dans le monde, soit associée au Québec en ayant son siège social ici, entache notre réputation à l'international.

L'AIC est enregistrée au Québec en tant qu'organisme à but non lucratif. Or, sur le site du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, il est clairement indiqué qu'un organisme à but non lucratif est un groupement de personnes physiques qui poursuivent un but à caractère moral ou altruiste et qui n'ont pas l'intention de faire des gains pécuniaires à partager entre les membres. Si on observe les agissements de l'AIC, elle poursuit des objectifs qui ne sont ni altruistes ni moraux.

- Est-ce que vous ou un membre de votre cabinet avez déjà tenu des rencontres avec l'AIC ? Quelles sont les dates et quels sont les sujets de ces rencontres?

- Avez-vous l'intention d'ordonner la tenue d'une enquête administrative sur la conformité de la constitution de l'AIC en tant qu'organisme à but non lucratif en vertu de la Loi sur les compagnies ? Et si l'enquête démontre une non-conformité de l'AIC, allez-vous prendre les mesures judiciaires qui s'imposent?

176) M. Leduc (Hochelaga-Maisonneuve) – **22 octobre 2020**
Au ministre de l'Éducation

La pérennisation du financement des centres d'éducation populaire (InterCEP), en tout respect de leur mission et du principe de l'action communautaire autonome, est une demande historique depuis la création du PACTÉ. Lors d'une rencontre téléphonique avec le député d'Hochelaga-Maisonneuve, le 30 juin 2020, vous aviez affirmé votre volonté de régler les principaux enjeux avant la rentrée scolaire 2020 : à savoir le paiement des frais d'opération et la pérennisation du financement des CEP. En raison du dépassement de ce délai et par manque de fonds, nous avons appris la semaine dernière que les membres d'InterCEP ont décidé de suspendre le paiement de leurs frais d'opération.

Lors d'une discussion téléphonique récente à Diane Dupuis, la porte-parole d'InterCEP, votre attachée politique Sophie Côté l'a informée que les frais d'opération pour cette année allaient être adoptés lors de la séance du Secrétariat du Conseil du Trésor du mardi 20 octobre 2020. Nous en avons eu la confirmation hier. Nous saluons ce premier pas qui démontre votre engagement dans ce dossier. Elle est toutefois restée vague quant à la pérennisation du financement des CEP.

Considérant ce qui précède:

1- Le ministre peut-il réaffirmer sa volonté de régler les demandes historiques d'InterCEP tel qu'il l'a fait lors de sa rencontre avec le député de Hochelaga-Maisonneuve, notamment concernant la pérennité de son financement?

2- Si telle est toujours la volonté du ministre, et comme le délai de la rentrée scolaire 2020 est dépassé, quel échéancier préconise-t-il pour régler cette question dans le respect de leur mission et du principe d'action communautaire autonome?

177) Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda–Témiscamingue) – **28 octobre 2020**
Au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

Le 24 juillet dernier, le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) a annoncé la signature d'une entente de service avec Sécurité Nature. L'entente prévoit entre autres des modifications dans l'offre de cours des chasseurs et des chasseuses au Québec. Depuis le mois d'août 2020, les deux formations d'initiations à la chasse peuvent donc être suivies entièrement en ligne. L'examen pratique de tir à l'arc a

également été aboli comme condition de réussite du cours d'initiation à la chasse avec arc ou arbalète.

Plusieurs intervenants et spécialistes de la chasse en Abitibi-Témiscamingue se disent préoccupés par les dispositions de ce nouvel encadrement. L'abolition de l'examen pratique de tir à l'arc, qui serait comparable à l'abolition des cours de conduite, risque d'avoir des conséquences dommageables. Par exemple :

1. L'augmentation du nombre de chasseurs inexpérimentés qui iront chasser sans être nécessairement prêts et pleinement qualifiés;

2. L'augmentation du nombre d'accidents et de blessures liés à une mauvaise utilisation des armes;

3. L'augmentation du nombre d'animaux abattus de la mauvaise façon ou blessés inutilement.

Mes questions au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs sont les suivantes :

1. Quels sont les motifs derrière la décision d'abolir l'examen pratique de tir à l'arc?

2. Est-ce que des analyses ou des études ont été produites pour évaluer les impacts potentiels de cette décision, y compris les impacts anticipés sur le cheptel?

3. Est-ce que les communautés autochtones ont été consultées et impliquées dans le processus menant à cette décision?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives – *ministre de la Culture et des Communications*